

matière de politique commerciale internationale. Il devra sortir de Genève un accord de libéralisation des échanges nous donnant les instruments voulus pour gérer les changements amenés par la mondialisation, car ces changements nous touchent tous, et pour réaffirmer l'adhésion de la communauté internationale à un régime commercial libéral et fondé sur des règles. Nous avons besoin d'un accord qui couvre de nouveaux domaines, comme le commerce des services et la propriété intellectuelle, et qui assure un meilleur accès pour certains produits, notamment agricoles.

Combiné aux pressions créées par la récession dans bon nombre de nos économies, le retard à conclure les négociations mine la confiance du milieu des affaires et exacerbe les frictions au niveau du commerce international.

La relation commerciale entre le Japon et les États-Unis en est un exemple éloquent : les déséquilibres énormes qui la caractérisent ont en effet accru les pressions en vue de l'adoption de pratiques d'encadrement des échanges.

Je n'ai évidemment pas besoin de vous souligner les dangers que pourrait comporter un glissement vers un commerce encadré entre les deux plus grandes économies au monde. Non seulement des pratiques du genre viennent saper l'efficacité du système commercial international ouvert et fondé sur des règles convenues auquel nous souscrivons tous, mais elles faussent la structure des courants commerciaux internationaux d'une manière qui, inévitablement, porte préjudice aux tierces parties.

Pour contrer cette menace, il importe d'abord et avant tout de parvenir le plus rapidement possible à des résultats substantiels dans le cadre des NCM.

Je peux dire que nous sommes modérément encouragés par les progrès intervenus récemment dans le dossier de la réforme de la politique agricole commune de la CE, puisqu'ils risquent fort de conduire à une résolution des divergences entre les États-Unis et la CE dans ce domaine. Les progrès dans le dossier de l'agriculture ont évidemment une importance cruciale dans le règlement de toutes les questions encore en suspens dans les négociations commerciales.

Le plus vite nous pourrons venir à bout de ces questions, le plus tôt nous pourrons tirer parti des possibilités énormes que présente la concrétisation des résultats de l'Uruguay Round pour la croissance, le développement et l'expansion du commerce à l'échelle mondiale.

Mais notre tâche ne s'arrête pas là. Nous avons aussi cherché à promouvoir une culture commerciale à la fois ouverte et libérale par des initiatives novatrices au niveau des régions et des sous-régions.